

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Union-Europeenne-Amerique-Latine-Une-integration-oui-mais-laquelle>

Union Européenne-Amérique Latine : Une intégration oui, mais laquelle ?

- Empire et Résistance - Union Européenne -

Date de mise en ligne : vendredi 9 mai 2008

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Helmuth Markov *

América Latina en Movimiento (431-432). Équateur, le 5 mai 2008

[Leer en español](#)

S'il y a un mot qui fait l'unanimité dans le monde de la politique contemporaine, en dehors du mot « démocratie », c'est le mot « intégration ». Évidemment derrière ce mot viennent de très diverses interprétations, quand elles ne sont pas totalement contradictoires.

Par exemple, l'Alternative Bolivarienne de l'Amérique (ALBA) est un processus d'intégration, au centre duquel se trouve une perspective de solidarité entre des pays latinoaméricains, et une résistance anti-hégémonique de leurs peuples, mais ils appellent aussi processus d'intégration le Traité de Commerce Libre l'Amérique du Nord (TLCAN) qui implique les États-Unis, le Canada et le Mexique, un TLC qui a représenté une véritable annexion économique du Mexique de la part des États-Unis, grâce au commerce, qui amené à la faillite et à la misère des millions de paysans, qui a sournoisement approfondi la fracture sociale et a accéléré la destruction de l'environnement.

Du côté européen, on nomme aussi « intégration » des processus très divers. On nomme ainsi le projet de construction de l'Union Européenne, mais les secteurs conservateurs entretiennent la confusion en appelant aussi « intégration » les négociations avec des pays tiers, par exemple les actuels *Accords d'Association* en cours de négociation entre l'Union Européenne et quelques blocs de l'Amérique Latine, ou les accords d'association économique en cours de négociation avec les pays ACP (Afrique, Caraïbe et Pacifique).

Cependant, il apparaît chaque fois avec plus de clarté qu'ainsi ils sont mieux présentés que les propositions étasuniennes de l'ALCA ou du TLC's, il s'agit aussi, principalement, des TLC's destinés à conquérir des marchés et à s'approprier des matières premières destinées à nourrir un modèle de production insoutenable qui les dévore à un rythme de plus en plus accéléré.

L'intégration européenne

Cette orientation agressive de la politique commerciale internationale de l'Union Européenne a été résumée dans le récent document de la Commission appelé « L'Europe Globale ». il révèle comme un défaut essentiel du processus d'intégration, le fait qu'il a été construit en donnant un poids prépondérant aux secteurs patronaux transnationaux européens qui perpétuent les pratiques dignes des époques coloniales qu'on croyait surmontées.

Sans doute, dans plusieurs de ses aspects, le projet européen d'intégration est un exemple très intéressé d'intégration, probablement le plus avancé. Mais dans plusieurs autres, qui prennent malheureusement actuellement chaque jour plus d'importance, il peut être considéré comme un exemple à ne pas suivre.

Dans les années d'après-guerre, la proposition d'intégration européenne a surgi avec une forte adhésion populaire. Il s'agissait de garantir la paix et la solidarité entre les peuples européens, et de relancer l'économie brisée d'une Europe où sont mortes des millions de personnes, et où dominaient la misère et la précarité.

Nait tout d'abord, l'Europe de l'acier et du charbon (CECA), tout de suite le marché commun se constitue, et l'impulsion de la politique agricole commune (PAC) qui contribue à étayer les problèmes alimentaires, mais cela a eu un coût social énorme quant à la disparition de millions de petites ou moyennes exploitations familiales.

Une politique importante de solidarité existe entre les régions, qui se concrétise par des fonds structurels qui participent au transfert d'énormes sommes d'argent des régions riches vers les plus pauvres qui se rejoignent dans le marché commun européen. Un mécanisme dramatiquement absent des actuels processus de création de zones de libre commerce.

Sans aucun doute, le projet européen a permis des avancées importantes. Le système de protection de l'environnement est très avancé, les chiffres des échanges commerciaux intra-européens sont très élevés, la circulation libre des personnes permet de travailler ou de s'installer dans tout pays de l'UE, la politique de non discrimination entre les hommes et les femmes a significativement progressé, et la politique culturelle a permis de conserver une certaine diversité culturelle et un certain niveau d'expression culturelle propre, comme le cinéma, si essentiel pour l'identité.

On remarque également la construction institutionnelle, en particulier le Parlement Européen, la Cour de Justice, l'autorité de régulation de la concurrence, etc. Cependant, depuis le début, l'Union Européenne est construite avec certains défauts qui n'ont jamais été dépassés, et qui mènent aujourd'hui à une espèce de crise permanente, et devient comme un grand navire, qui paraît chaque jour de moins en moins barré par la volonté de ses citoyens, et dans la cabine de commandement il y a de moins en moins de gens qui se préoccupent des intérêts de la majorité des citoyens et qui les représentent.

D'autres gens, en revanche qui n'étaient pas invités, se sont invités et ils ont un agenda propre : de grands entrepreneurs, des représentants des complexes militaro-industriel, des agroindustriels, en particulier les céréaliers, les représentants de la grande finance. Depuis le début, le défaut fut leur présence prépondérante, mais maintenant ils ne se cachent plus quand ils imposent leur agenda aux institutions européennes. Il faut ajouter une influence excessive permanente des États-Unis, desquels l'UE n'a pas réellement jamais pu s'émanciper, depuis la deuxième guerre mondiale, et le naufrage du projet d'autonomie militaire qui sera remplacé par l'OTAN.

L'Europe du marché Vs l'Europe sociale

Depuis le début il y a un autre défaut, et il s'agit de la marche à deux vitesses : une marche accélérée dans l'agenda des intérêts économiques dominants, essentiellement l'Europe du marché, la circulation de marchandises et de l'argent, la priorité de l'agro négoce ; une marche lente ou marche derrière en ce qui concerne l'Europe qui intéresse beaucoup les gens : l'Europe sociale, la défense et le développement des services publics, la réduction du déficit démocratique, de l'autonomie militaire par rapport aux États-Unis.

C'est ne pas étonnant, alors, qu'à partir des années 80, le projet européen commence à devenir de moins en moins populaire pour les Européens. Avec la nouvelle croisade néolibérale ces déséquilibres sont stimulés. L'opacité institutionnelle, l'absence de mécanismes de participation réelle, les pouvoirs taillés du Parlement Européen, la consécration de la libre concurrence qui laisse le citoyen à découvert, sont autant de nouvelles causes qui provoquent l'éloignement des citoyens du projet européen.

Divers traités (Maastricht, Nice, Lisbonne) instaurent des politiques d'austérité, dominées par le monétarisme, et depuis les mêmes institutions européennes, - bien que contrôlées par les gouvernements des pays membres-, entreprennent le démantèlement des acquis du travail, et la privatisation des services publics. L'impopularité du projet européen, qui s'exprime par la très faible participation aux dernières élections s'explique aussi par la condition de citoyens de deuxième catégorie qui a été octroyée aux citoyens des pays de l'Est, par exemple, qui ne jouissent pas encore de plein droit de la libre circulation.

Confrontée à une crise de gouvernance, conséquence de l'élargissement accéléré de l'UE à beaucoup de nouveaux

pays, l'institutionnalité européenne a proposé un projet de Constitution européenne par lequel il s'agissait d'inscrire dans le marbre l'orientation néolibérale actuelle de l'Union Européenne et de la ratifier avec un vote populaire. Bien qu'il ait eu tout l'appui officiel et partisan, ce texte a été repoussé à une vaste majorité dans un référendum dans deux pays européens fondateurs de l'UE comme ce sont la France et les Pays Bas.

Devant une catastrophe semblable, le processus de consultation par référendum a été interrompu, et le projet semblait mort. Le président français Nicolas Sarkozy l'a ressuscité en proposant à ses homologues chefs d'État de recommencer et d'introduire par la porte de derrière le même texte qui avait été repoussé par un vote populaire.

Pour déguiser ce coup d'État institutionnel, un petit groupe de spécialistes ont été chargés de lui changer la tenue du texte : ils ont enlevé le nom de Constitution, et ils ont supprimé la mention de la " libre concurrence non altérée" mais seulement dans le préambule du texte, en permettant donc que tout le reste du dispositif demeure inchangé. Ce processus très antidémocratique ne fait pas changer les gens encore plus sceptiques au processus européen dans sa forme actuelle.

Défis

Tout cela signifie un grand défi et une grande occasion pour les secteurs progressistes, les mouvements sociaux, les partis, les intellectuels progressistes. Pour devenir crédibles, la gauche, doit reprendre le projet européen, sans lequel on ne peut pas affronter les grands problèmes de société aujourd'hui, mais pour lui donner une nouvelle direction, en convoquant un vaste front pour cela.

Il est stratégique de travailler pour la démocratisation de l'Union Européenne, en dénonçant amplement les actuels déficits existants, la monopolisation du projet par des secteurs patronaux et l'utilisation du prétexte de la lutte antiterroriste pour restreindre les libertés civiles, pour exiger la création de vrais mécanismes de participation, pour donner sur le Parlement Européen un pouvoir digne d'une assemblée parlementaire.

C'est indispensable en même temps de mettre au centre du projet européen l'objectif de justice sociale et de protection de l'environnement, grâce à la révision du modèle de développement économique, qui se concentre maintenant sur une croissance sans direction. C'est indispensable aussi de faire avancer le sujet des relations de l'UE avec le monde. Il faut inverser la priorité donnée aux États-Unis dans l'agenda européen, et intensifier en revanche les relations avec ces pays qui partagent les objectifs européens en matière d'environnement et de droits de l'homme ; il faut pousser de vraies politiques de coopération pour la paix et la justice sociale et l'environnement, et brandir un veto aux politiques telles que "Europe Global" et les TLC's que l'on appelle comme on voudra.

Il est urgent de réaffirmer que la solidarité doit être au centre de projets d'intégration. Une solidarité interne, entre des régions, et de la solidarité vers de pays tiers. Ces modèles de vraie intégration, comme ceux qui germent en Amérique Latine - avec laquelle nous voulons partager des expériences - sont ceux qui sont faits par les peuples et qui leur servent. Ils ne sont pas dans une concurrence, ils sont complémentaires, et ils sont indispensables pour sauver la planète et pour garantir une vie digne pour tous et toutes dans lui.

* **Helmuth Markov**, député européen.

Traduction de l'espagnol pour *El Correo* de : Estelle et Carlos Debiasi.